

Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle

Robert W. Cox

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702741ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702741ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cox, R. W. (1990). Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle. *Études internationales*, 21(4), 693–703. <https://doi.org/10.7202/702741ar>

Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle

Robert W. Cox*

Dans son œuvre, Fernand Braudel esquisse une méthode qui se prête à la prospective. Il conçoit la totalité de l'histoire comme un ensemble d'ensembles. Parmi eux, il a donné la préséance à l'économique comme objet d'enquête sans lui accorder le statut de déterminant unilatéral. Il propose de commencer par l'étude de l'économique pour ensuite délimiter la place des autres ensembles – États, sociétés, cultures. En abordant l'économique à sa plus grande échelle, Braudel proposait le concept de l'économie-monde (terme français dérivé de l'allemand *Weltwirtschaft*).¹ L'économie-monde ne représente pas la somme des rapports économiques dans le monde, mais plutôt un système d'interaction d'une étendue très large, éventuellement mondiale, qui privilégie les économiquement plus forts. Nous pouvons prendre l'économie-monde comme fil directeur d'une enquête qui tente de définir un monde à la fois économique, politique, idéologique, et culturel.

En prenant ce point de départ, je vois trois moyens pour concevoir l'avenir :

Le premier est de considérer l'avenir comme formé par les mêmes forces que celles qui agissent sur le présent. C'est-à-dire, qu'il y a des structures permanentes, inchangeables, qui sont les paramètres de l'action. Les interactions des acteurs peuvent produire divers résultats, mais le jeu reste le même. Pour ce structuralisme, l'important est de bien connaître les structures qui produisent les équations dont le résultat varie en fonction des variables. Un structuralisme de ce type est commun au marxisme d'Althusser et au néo-réalisme américain d'un Kenneth Waltz. Ni l'un ni l'autre ne sont capables d'envisager un changement de système, encore moins d'expliquer ses origines.

Le second considère la transition d'un ensemble de structures à un autre comme une rupture radicale sans explication historique. Thomas Kuhn par exemple, envisage l'histoire de la science comme une suite de discontinuités, une succession de paradigmes, et Michel Foucault concevait l'histoire de la même manière (au moins dans une phase de son œuvre). Ils partagent une perspective post-structuraliste sur le changement : des moments critiques d'innovations créatrices qui défient l'explication rationnelle.

* Professeur au Département de science politique de l'Université York, North York, Canada.

1. F. BRAUDEL, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme. xv^{ème}-xviii^{ème} siècle*. Tome 3. *Le temps du monde*. Paris, Armand Colin, 1979, p. 12.

Le troisième moyen de concevoir le changement est la dialectique historique. Les structures historiques – ce que Braudel a appelé les gestes répétés – sont édifiées par l'activité collective des gens. «Le fait divers se répète et, se répétant, devient généralité ou mieux structure.»² Les structures ne sont pas les *a priori* de l'histoire mais le résultat d'une activité historique. Ni la nature humaine, ni le système interétatique, ni le capitalisme, ne sont des données mais des faits. Ils sont formés et transformés au cours de l'histoire. Giambattista Vico avait bien énoncé que le monde de la société civile a été fait par les hommes, et que ses principes seraient donc à découvrir dans les modifications de la mentalité humaine.³ En appliquant ce courant de pensée à la prospective, les structures émergentes seraient formées dans les contradictions de structures existantes. C'est là que nous devrions chercher la dynamique formatrice de l'avenir.

I – Globalisation : la tendance dominante

Il faudrait commencer avec les forces dominantes du présent. Ces forces s'appellent dans leur ensemble la mondialisation ou mieux la globalisation. L'organisation de la production se mondialise, non seulement avec les entreprises multinationales, mais aussi avec la pratique de coordination d'un ensemble d'unités de production dispersées. Elles sont disséminées sur plusieurs territoires nationaux où la propriété est moins importante que la fonction à l'intérieur d'un système de production flexible servant des marchés instables. La finance devient globale avec une dérégulation progressive. Les possibilités d'intervention des États, même les plus grands, en matière de finances semblent très limitées. Le phénomène de l'internationalisation de l'État se généralise ; c'est-à-dire que les États, autrefois défenseurs de leurs économies nationales contre des perturbations venant de l'extérieur, sont de plus en plus transformés en agences de transmission des exigences de l'économie-monde vers ces mêmes économies nationales. Ces agences œuvrent pour l'adaptation des forces sociales de la nation aux conditions de concurrence dans le marché mondial. Les modèles de consommation se généralisent, calqués sur l'*American way of life* le plus souvent dans ses manifestations les plus populaires – les blue jeans, le fast food, le rock, et le Coke.

Plus subtilement, il y a une diffusion idéologique sous-tendant ces diverses manifestations et constituant une hégémonisation de la tendance globalisante. L'idéologie constitue les structures de pensée avec lesquelles les peuples et leurs chefs s'expliquent ce qui se passe. L'idéologie de la globalisation enseigne qu'il n'y a pas d'alternative, qu'il y a une logique économique inexorable à la laquelle les forces sociales résistent à leurs

2. F. BRAUDEL, *op. cit.* Tome 1. *Les structures du quotidien*, p. 13.

3. Giambattista VICO. *The New Science of Giambattista Vico*. Trans. Thomas Goddard Bergin & Max Harold Fisch. Ithaca, Cornell University Press, 1970, para. 331.

risques et périls. La globalisation a dépassé le conservatisme et le socialisme. Autrefois, le conservatisme prônait une conception organique de la société, un sens de responsabilité vis-à-vis d'autrui, de noblesse oblige dans une société structurée par groupes sociaux ayant des situations matérielles différentes. Maintenant, le soi-disant néo-conservatisme exalte concurrence, déréglementation et égoïsme. Le socialisme, autrefois fruit d'un sentiment généreux envisageant l'épanouissement de la personne humaine dans une société coopérative, a sombré dans le cynisme et la désillusion, ne laissant apparemment survivre rien d'autre qu'un désir d'émulation de la consommation de masse créé par la société capitaliste.

Contredisant la grande tendance unificatrice de la globalisation, il y a un ensemble de forces que nous pourrions grouper sous la rubrique «diversification» – des forces exprimées dans les mouvements sociaux et culturels. Ces diverses forces s'attachent à des identités ethniques, religieuses ou sexuelles (les caractéristiques différenciant les sexes qui sont socialement construits). Il y a un courant de gauche qui considère ces identités comme données ;⁴ je postulerais, par contre, qu'il faudrait rechercher le lien entre la prise d'identité d'un groupement humain et les conditions matérielles de son existence, tout comme la méthode classique de Max Weber pour l'analyse de la conscience religieuse. Des groupes humains qui se définissent de diverses manières tentent de choisir leurs propres voies – comment produire autrement, comment vivre autrement qu'avec les structures et les normes prescrites par la globalisation. Bien que faible sur le plan de la puissance économique et militaire, ces tendances contestataires de diversification posent un défi surtout sur le plan idéologique, puisqu'elles nient, en effet, l'affirmation de la nécessité historique, de l'inévitable globalisation.

II – Du fordisme au post-fordisme

La production est le fondement de l'ordre économique, bien que la direction de l'économie passe souvent par la finance et la politique. Finance et politique sont néanmoins des formes de pouvoir dérivées de la production. Une grande transformation de l'ordre de la production est en cours, surtout depuis la crise économique mondiale de 1973-74 : le passage de l'ère fordiste au post-fordisme.⁵

Le fordisme sur le plan technologique, c'est la production en série de produits standards par ce que Georges Friedmann appelait le travail en miettes, la fragmentation des tâches exécutées par des ouvriers spécialisés

4. Par exemple, Ernesto LACLAU et Chantal MOUFFE, *Hegemony and Socialist Strategy. Towards a Radical Democratic Politics*. London, Verso, 1985.

5. L'usage du terme fordisme pour désigner un complexe de technologie, d'organisation économique, sociale et politique, et d'idéologie dérive d'Antonio Gramsci. Il a été repris par l'école française de régulation économique, e.g. Alain LIPIETZ, *Mirages et miracles*. Paris, La Découverte, 1985, et par certains analystes américains, e.g. Charles SABEL, *Work and Politics. The Division of Labor in Industry*. Cambridge, Cambridge University Press, 1982.

rapidement formables. Pendant l'ère fordiste la concentration des ouvriers dans de grandes entreprises favorisait l'organisation syndicale. La production à la chaîne allait de pair avec la consommation de masse, donc avec une politique salariale et fiscale pour maintenir la demande populaire. Le fordisme comprenait, en plus de son organisation technologique, une politique économique et sociale maintenue généralement par un contrat social, sous forme de corporatisme ou de tripartisme, par lequel l'état gérait l'économie nationale en étroite relation avec les grandes entreprises et les grands syndicats ouvriers.

L'état gestionnaire et interventionniste devait freiner l'influence des turbulences économiques extérieures sur l'économie nationale. La poursuite efficace des politiques économiques et sociales du fordisme supposait donc un certain degré de nationalisme vis-à-vis du monde extérieur. Le fordisme suscitait et renforçait la structure des relations interétatiques décrite par le néo-réalisme: l'État souverain comme unité de base du système international. Le fordisme était, en plus d'une forme de société et d'État, la constituante d'un ordre mondial.

Le post-fordisme (parce qu'il est plus facile de désigner ce type d'organisation par la négation que par un nom spécifique) est en train de renverser les caractéristiques essentielles du fordisme. Il trouve son origine dans une période de haute concurrence pour des marchés plus divers et plus spécialisés. Dans les industries technologiquement de pointe l'organisation de la production prend une forme centre/périphérie. Il y a un centre, un «cœur», composé de travailleurs et techniciens qui sont intégrés au capital; et une périphérie de producteurs variés ayant un statut plus précaire: travailleurs dans les installations centrales avec situation moins permanente que les employés «cœur»; travailleurs de manutention souvent dépendants d'entreprises sous-traitantes; employés d'entreprises fournisseurs; individus qui travaillent à la maison avec leurs ordinateurs ou autres outils; parfois aussi du travail au noir, etc. Le tout constitue une organisation beaucoup plus souple du point de vue de l'employeur, et beaucoup moins propice à la contestation ouvrière. La segmentation du marché du travail est facilitée par la diversification des producteurs, *e.g.* par origine ethnique et par sexe. Le pouvoir syndical est affaibli, lui dont les grandes industries fordistes étaient autrefois le bastion.

Tout comme le fordisme, le post-fordisme encourage un certain type de société, d'État, et d'ordre mondial. Le post-fordisme est en effet la dynamique de la globalisation. La nouvelle organisation de la production se prête à l'internationalisation de la production. Des systèmes complexes de production peuvent être mis en place à l'échelle mondiale avec un écoulement de produits dans plusieurs pays. Ils ne sont pas nécessairement des entreprises multinationales. Ils peuvent aussi bien être des associations *ad hoc* d'unités productrices réunissant les éléments capables de minimiser les coûts et de maximiser les avantages techniques. Ce genre d'organisation transnationale renforce l'avantage du capital face au travail. Le post-fordisme encourage les migrations à l'intérieur des pays dont la superficie

est vaste et à travers les frontières – migrations de capital et migrations de populations à la recherche d'un emploi. Ces deux mouvements favorisent le capital.

Dans les pays les plus économiquement évolués, le post-fordisme provoque une opposition entre deux conceptions d'État et de société. La conception la plus conforme aux principes de la globalisation est ce qu'on peut appeler l'hyperlibéralisme – le démantèlement de toute contrainte étatique sur les mouvements de capitaux. L'hyperlibéralisme renie le contrat social fordiste maintenu par une gestion tripartite de l'économie, pour donner la pleine liberté au capital, et il grignote la politique sociale et interrégionale mise en place par le fordisme. Le critère ultime pour l'hyperlibéralisme est la concurrence sur le marché mondial. Le capital attend de l'État qu'il lève toute disposition susceptible de compromettre sa compétitivité. Les charges sociales et le pouvoir syndical sont les premiers visés. La société se trouve scindée entre ceux qui bénéficient de la croissance hyperlibérale et ceux qui sont marginalisés et laissés-pour-compte. La segmentation entre divers types de travail et diverses identités, fait en sorte que ces derniers se trouvent largement dépolitisés. Idéologiquement, le thatchérisme et le reaganisme ont été des expressions de l'hyperlibéralisme.

L'autre conception, qui s'oppose à l'hyperlibéralisme, voit l'État comme compagnon de lutte du capital national ayant un rôle positif à jouer dans la concurrence internationale et aussi pour maintenir la cohésion sociale à l'intérieur du pays. C'est une conception qui peut s'appeler capitalisme d'État. Le Japon et plusieurs pays d'Europe manifestent cette tendance. Le capitalisme d'État, par divers moyens d'intervention et subventions, aide les industries nationales de pointe à devenir plus concurrentielles sur le marché mondial. En même temps, l'État développe une politique d'investissement en ressources humaines et de soutien social. Un haut fonctionnaire français, Christian Stoffaes, a bien formulé cette conception de politique en écrivant que le socialisme à l'intérieur devait se payer par la réussite du capitalisme à l'extérieur.⁶ Quand M. Delors parle de l'Europe sociale, nous pouvons comprendre une transposition de cette conception à l'entité politique régionale – ce qui n'est évidemment pas pour plaire à Mme Thatcher.

Les pays économiquement moins puissants ne peuvent pas faire ce choix. Pour la plupart, ils sont contraints par la finance internationale à suivre des politiques internes destinées à ouvrir leurs économies nationales aux forces extérieures de l'économie-monde – ces politiques ont pour conséquences la hausse des prix des articles essentiels de consommation de masse et le chômage. Ce sont les plus démunis qui subissent le fardeau de l'adaptation aux rythmes de l'économie-monde. Ce n'est donc pas surprenant que des régimes à visage démocratique (Philippines par exemple) aient recours à la répression pour maintenir ces politiques.

6. Christian STOFFÆS, *La grande menace industrielle*. Paris, Calmann-Lévy, 1978.

L'alternative pour les pays du tiers-monde est difficilement concevable. Ce serait une politique de non-dépendance vis-à-vis de la finance et éventuellement des marchés extérieurs, fondée sur une mobilisation totale (pour ne pas dire totalitaire) de la population. Ce serait plus concevable pour des pays possédant des ressources essentielles au fonctionnement de l'économie-monde, du pétrole par exemple. Cette alternative restera néanmoins vivace dans l'esprit de bien des gens du tiers-monde, même si les moyens semblent leur manquer. On peut voir dans la révolution iranienne et dans le rôle que l'Iraq prétend jouer dans le monde arabe, des manifestations concrètes de cette volonté de combattre la globalisation au nom d'identités définies culturellement et politiquement.

III - L'ordre mondial tributaire et la fragmentation politique

Les alternatives en présence, fondées chacune sur un mode différent de production, projettent deux visions différentes de l'ordre mondial. L'économie-monde hyperlibérale aurait besoin d'un exécutant pour faire respecter ses règles et pratiques. Dans le monde actuel, les États-Unis revendiquent ce rôle, en espérant qu'ils puissent le jouer avec le consentement d'autres pays. Il y aurait donc une agence militaire centrale et territorialement ancrée agissant comme policier de l'économie-monde. La base territoriale (nationale) de cette force de sauvegarde peut logiquement prétendre à des privilèges. Il y aurait forcément, en ce qui la concerne, une grande exception aux règles économiques du système.

Cette exception est patente dans le domaine de la dette. La situation des États-Unis, le plus grand débiteur du monde, est très différente des autres pays débiteurs. Les États-Unis s'attendent à ce que ses créanciers étrangers continuent à lui prêter de l'argent ; pourtant depuis plusieurs années, les Américains persistent à dépenser plus que leur production ne le leur permet et il n'y a aucune raison de croire que cette situation va changer. Pour le moment ils ne sont pas déçus dans leurs attentes. Ils peuvent considérer qu'on leur donne ce qui leur revient de droit à cause du fardeau militaire qu'ils supportent. Les autres pays débiteurs, quant à eux, sont contraints à des mesures affligeantes envers leurs populations. Pour autant que ce contraste devienne transparent, l'ordre mondial s'appuyant sur une seule superpuissance cesse d'être hégémonique pour devenir tributaire.

La signification de la souveraineté nationale est transformée par l'hyperlibéralisme. Le rôle de l'État est conçu avant tout pour aider les forces du marché ; son rôle de défense sociale de la population devient de plus en plus désuet. La notion de redistribution en faveur de régions défavorisées pourrait être considérée comme une intervention protectionniste contrevenant à la logique du marché. Les diverses régions des grands États, surtout d'États multinationaux, voient donc moins d'intérêt matériel dans leurs liens avec l'État central. Les mouvements autonomistes sont renforcés, pour les régions riches qui ne veulent pas partager leurs richesses, aussi bien que

pour les régions pauvres. L'empire soviétique se fond en une multiplicité de souverainetés qui prétendent chacune à une plus grande autonomie. En Europe, la perspective de l'union économique coiffée de structures politiques supranationales encourage les régions à s'affirmer. La Catalogne et l'Écosse peuvent mieux percevoir leurs distinctions et se sentent plus à même de promouvoir leurs intérêts particuliers au sein de la grande Europe, que vis-à-vis des gouvernements centraux de l'Espagne ou du Royaume-Uni.

Au Canada, une tendance séculaire attire les régions vers leurs marchés extérieurs, affaiblissant les liens avec le pouvoir central.⁷ L'Ontario découvre une communauté d'intérêt avec les « quatre moteurs » de l'Europe, Baden-Württemberg, Catalogne, Lombardie, et Rhône-Alpes, dans un groupement de régions riches et économiquement dynamiques. Soulignons particulièrement la transformation de l'indépendantisme québécois, conséquence de la globalisation.

Certes, l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été une étape critique dans la progression de l'opinion indépendantiste. Il a accentué la décentralisation affectant toutes les régions canadiennes, ouvrant la perspective de liens encore plus étroits entre les divers fragments du pays et le « cœur » économique nord-américain. On ne devrait pas s'étonner de l'enthousiasme manifesté par le chef du Parti Québécois ainsi que par le Premier ministre du Québec pour cet accord. Mais l'ouverture plus large du Québec à la globalisation changeait le sens de la souveraineté. Pendant le début des années 1970, souveraineté signifiait encore un projet de société social-démocrate ; et les chefs de file du mouvement se trouvaient parmi les milieux intellectuel et syndical. Si l'indépendantisme a perdu le référendum de 1980, ce fut parce que l'on craignait ses conséquences économiques. La bourgeoisie québécoise ne croyait pas que l'état québécois, pourrait réussir, bien qu'il eût tant fait pour lui créer et lui mobiliser du capital. Depuis, la bourgeoisie québécoise semble ne douter de rien, prête à se lancer dans la concurrence mondiale, ne dépendant plus de l'état local. La social-démocratie a sombré dans les eaux du néo-conservatisme.

La crise des pays socialistes se comprend aussi dans le contexte d'une économie-monde en train de se globaliser. Le socialisme « existant » a pris forme dans sa lutte pour survivre au sein des pays économiquement rétrogrades en face du monde capitaliste évolué. Vues de l'intérieur, l'hostilité objective du capitalisme et la conviction que la victoire finale du socialisme était historiquement inévitable exigeaient un investissement militaire adéquat pour affronter les forces potentiellement et nécessairement opposées. Cela se traduisait en dépenses militaires proportionnellement beaucoup plus grandes que dans les pays capitalistes. Les exigences de sécurité permettaient aussi de justifier une militarisation de l'État et de

7. Cette tendance a été signalée il y a longtemps par Harold INNIS. Voir, par exemple, son essai écrit en 1943, « Decentralization and Democracy » reprinted in *Essays in Canadian Economic History*. Toronto, University of Toronto Press, 1956.

la production, et la surveillance policière de la société. Le socialisme, qui à ses origines concevait un mode de production différent du capitalisme, avait, dans sa concurrence avec le monde capitaliste, adopté un régime hiérarchique de production calqué sur la production capitaliste (*l'edinonachalie*).

Ayant atteint l'équilibre militaire avec l'ennemi capitaliste, le socialisme n'avait pas développé un modèle alternatif de production ou de consommation et de culture. L'effort militaire trop grand et trop prolongé devenait insoutenable pour les économies des pays socialistes, et leur demande interne visait un modèle de consommation imité des sociétés capitalistes. Lorsque d'en haut des dirigeants se sont décidés à réformer le système pour tâcher de reconstruire l'économie, les remparts policiers s'affaissaient à l'intérieur et les économies nationales autarciques s'ouvraient aux forces de l'économie-monde.

Depuis, ces pays, autrefois de socialisme «existant», sont sujets aux mêmes tendances que l'ensemble de l'économie-monde capitaliste – l'internationalisation de la production, fragmentation de l'État, conflits sociaux suscités par l'inflation et le chômage, et affirmation d'identités ethniques et religieuses. Peut-être la plus grande tragédie de l'expérience historique du socialisme est d'avoir passé par tant de souffrances sans avoir pu donner l'exemple ou sans même créer le prototype d'une société et d'une culture différentes. La Russie et la Chine semblent vouloir freiner et laisser filtrer sélectivement les influences économiques extérieures afin de préserver un choix de société. Les pays d'Europe centrale et de l'Est envisagent plutôt une intégration dans la grande Europe de 1992, mais ils y occuperont forcément une position subalterne.

IV – Guerre de position pour construire un ordre nouveau

La globalisation semble, au seuil de la dernière décennie de notre siècle, être la tendance dominante. Suivant la méthode dialectique annoncée au début de cet article, il faudrait dépister les contre-tendances, les contradictions à l'intérieur de ce grand complexe, l'économie-monde, pour pouvoir raisonner d'une façon plus réaliste sur l'avenir.

Karl Polanyi nous a fourni une image de transformation sociale et économique dans son étude sur l'Angleterre et l'Europe au XIX^{ème} siècle.⁸ En tant qu'historien et anthropologue, Polanyi considérait l'économique comme normalement ancré («*embedded*») dans le social. L'idée des économistes selon laquelle l'économique pourrait être considérée à part, comme un système autonome qui se réglerait lui-même par les lois du marché, est, pour Polanyi, une utopie, l'utopie libérale du XIX^{ème} siècle. La tentative de concrétiser cette

8. Karl POLANYI, *The Great Transformation. The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston, Beacon Press, 1957.

utopie par la force de l'État avait comme conséquence la désagrégation sociale ; pauvres gens déracinés de leurs communautés d'origine et misère d'une urbanisation rapide.

L'anormalité sociale provoquée par une économie dérégulée suscitait une réaction sociale et politique : traditionnalistes et radicaux utilisaient le système politique pour construire de nouvelles limites à l'action économique et pour mettre en place une nouvelle protection sociale – les assurances sociales, la législation du travail, l'encadrement juridique de la négociation collective. Le social a donc repris la priorité sur l'économique. Le pouvoir politique et militaire de la nation sortait lui aussi renforcé par ce mouvement contre le libéralisme économique pur.

Le paradigme dessiné par Polanyi illustre la dialectique de l'économie-monde en cette fin de siècle. Toutes les protections sociales mises en place par le fordisme et les formes d'organisation politique qui les soutenaient, sont en train d'être balayées par la tentative de créer un marché mondial ouvert ; tous les États devraient tenter d'y garantir l'ouverture de leur espace économique national. Cette tentative, accompagnant un accroissement de richesses pour les plus favorisés, aura pour conséquence des déracinements, des mouvements démographiques, et des polarisations entre riches et pauvres sur le plan mondial. Au début, l'élan accompagnera le mouvement de globalisation ; mais en fonction du progrès de ce mouvement, les groupes défavorisés pourraient concerter leurs forces pour atténuer ses conséquences néfastes. Le résultat ne serait pas un retour en arrière mais la construction, étape par étape, de sociétés, de formes d'État, et d'un ordre mondial différent. Dans tout mouvement dialectique de l'histoire, des éléments d'origine (par exemple, changements dans la technologie de production) sont conservés dans la synthèse finale (éventuellement, auto-gestion des producteurs). D'autres éléments (par exemple, la souveraineté exclusive de l'État-nation) pourraient céder devant de nouvelles structures (éventuellement, une conception de la collectivité comprenant multiples entités autorégulantes).

Actuellement, on perçoit dans le monde un fort mouvement de démocratisation qui agit dans le sens d'une homogénéisation globalisante du quotidien, mais aussi et en même temps dans le sens d'une diversification. D'un côté, une démocratisation qui ne touche que la représentation politique sans changement de structures économiques et sociales peut ouvrir la voie à la manipulation du processus politique par ceux qui peuvent le financer et qui possèdent les technologies sophistiquées du maniement de l'opinion publique – qu'ils soient nationaux ou étrangers. Elle encourage l'imitation de modèles de consommation des pays capitalistes riches.

De l'autre côté, la démocratisation élargit la possibilité d'affirmation d'identités particulières, volontairement distinctes de l'uniformisation générale de la culture. Elle peut aussi donner lieu à l'expression du désir de vivre et de travailler autrement. La démocratisation peut à la longue favoriser une diversification de projets de sociétés, de voies de développement.

Pour que cette deuxième possibilité mûrisse, ce qu'Antonio Gramsci appelle une guerre de position serait probablement nécessaire. Cela entraînerait à l'intérieur de collectivités vouées à la globalisation, une assez longue période de construction de structures d'une société alternative – structures de comportement et d'idées aussi bien que d'organisations de lutte.

L'expérience de l'unification allemande souligne cette dualité de significations de la démocratisation. Ceux qui ont pris le risque en Allemagne de l'Est de manifester et de renverser le régime ont été balayés : les élections qui ont suivi ont été dominées par les partis politiques de l'Allemagne fédérale, et avec eux la notion d'un socialisme démocratique, humain et écologiquement sain est mise de côté. Une œuvre posthume de Georg Lukács⁹ envisage la transformation du «socialisme existant» en socialisme démocratique par le rejet du stalinisme et de la démocratie bourgeoise. Pour le moment, il semble que l'élan de la globalisation donne le dessus à la démocratie bourgeoise, et qu'une transformation éventuelle viendrait de l'accroissement de ses contradictions internes.

La concurrence, dynamique de la globalisation, en dépit des prétentions de ses apôtres, ne mène pas à une plus grande variété de choix, mais vers l'uniformité. On n'a qu'à regarder les carrosseries des voitures et les promesses des partis politiques. Tous les concurrents convergent vers un même produit. Cette convergence s'établit par étapes : les étapes de l'innovation sont toujours suivies par la standardisation. Or l'innovation a eu tendance à ne regarder que le marché, à négliger les conséquences à plus long terme, sans effet immédiat sur le marché. Ainsi, la concurrence entraîne la dégradation de l'environnement. Là encore, l'effet n'est pas généralisé mais différencié selon que l'on est riche ou pauvre, puissant ou faible. Les zones «cœur» de l'économie-monde se nettoient, tandis que les zones périphériques se vident de ressources ou s'empoisonnent de polluants. Yokohama, autrefois insalubre, est aujourd'hui très propre, mais les forêts de Thaïlande sont ravagées et Bangkok étouffe. Bien des exemples semblables pourraient être cités dans le monde occidental. Il y a un rapport de pouvoir en écologie, tout comme en économie.

Les causes potentielles d'un renversement dialectique de la tendance dominante actuelle ne sont pas difficiles à trouver. Ce qui est plus difficile est d'envisager comment les forces de réaction contre la globalisation peuvent se concerter, d'où elles viendraient, et autour de quelle idéologie. Les mouvements contestataires expriment une diversité d'identités. Quelques-uns cherchent leur fondement dans l'exclusivité. D'autres seraient plus ouverts à la recherche d'un terrain commun dans une reconnaissance mutuelle de la diversité. Il y aura parmi ces mouvements une contradiction à dépasser : la nécessité de rassembler leurs forces pour vaincre ou pour apprivoiser les principaux moteurs de la globalisation économique et l'homogénéisation culturelle ; et ensuite la nécessité de renoncer à ce pouvoir

9. Georg LUKÁCS, *Demokratisierung Heute und Morgen*. Budapest, Akadémiai Kiadó, 1985.

réuni afin de passer vers un ordre social et mondial plus hétérogène, plus différencié sur le plan culturel, dans une plus grande dispersion de pouvoir. Ce genre de renonciation au pouvoir, une fois établi, constitue un défi à l'expérience historique.

Il est probable que le déclenchement de la réaction antiglobalisante viendra du tiers-monde. Mais cela n'aura d'effet de transformation structurelle sur l'économie-monde que dans la mesure où cette réaction trouvera des appuis au sein des pays les plus riches d'où sortent les fils directeurs. Le fait que les peuples s'entremêlent de plus en plus, poussés par la globalisation, a un double effet : d'une part, les conflits situés en pays pauvres ont des répercussions sur les pays riches ; et d'autre part, les habitants originaires des pays riches éprouvent du ressentiment envers les gens et les conflits qu'ils considèrent comme étrangers. On perçoit ce même ressentiment à l'encontre des populations autochtones qui font entendre leur voix en pays de colonisation. Des conflits autrefois géographiquement séparés, pénètrent maintenant au sein des sociétés à travers le monde.

Le préalable à toute tentative de rassemblement est un grand effort de compréhension mutuelle entre les groupements sociaux ayant des conceptions très différentes du monde ; mais pendant que cet effort est fait, les forces de la globalisation continueront à dominer les moyens de communication à travers le monde. La tâche éducative, activité de base de la guerre de position, pourrait progresser par une série d'effets-surprises : situations dans lesquelles le conformisme idéologique serait confronté à l'insolite, sans que les forces contestataires ne soient écrasées.

Le grand défi que doit relever la gauche dans tous les pays, est de réussir ce rassemblement dans le cadre de la démocratisation. Cela demandera un élargissement de la notion de démocratie : celle-ci devra d'abord dépasser l'électoratisme qui sépare les domaines politique et économique et ensuite connaître les moyens démocratiques qui permettront de décider quoi produire, de quelle façon, et comment le distribuer équitablement.